

PLAN B POUR L' EDUCATION - URGENCE

**Les catastrophes
prévisibles qui mettent en question l'avenir de l'humanité
devraient être en permanence
présentes à l'esprit**

**Elles devraient obliger
tous les secteurs de l'activité humaine à « changer
de paradigme ».**

**II
est donc urgent de faire un choix entre :**

- **Le PLAN A,**
celui de la dissonance cognitive, de l'individualisme. Après nous la fin du monde.
- **Le PLAN B,**
celui de l'engagement collectif dans la construction d'une alternative.

Celles et ceux qui
s'y engagent jugent utile de faire comme si ce plan allait
être adopté et qu'ils soient chargés d'y travailler dans leur
secteur. Certains secteurs, énergie en sont déjà à
l'expérimentation (énergie, agriculture etc.). Nous proposons ici
d'entreprendre la réflexion concernant :

LE SECTEUR EDUCATION.

- **I / ETAT
DES LIEUX**

Nombreux sont les
enseignants et les associations» qui cherchent à conjuguer
éducation et enseignement et qui attendent légitimement une
reconnaissance de cette recherche par l'institution. Ils constatent
que ce n'est jamais le cas, même quand les changements politiques
semblent prometteurs.

Cet espoir est vain.

La catastrophe écologique et humaine annoncée est l'occasion, « en même temps », de comprendre pourquoi ...et d'envisager comment l'éducation peut et doit contribuer aux changements qui s'imposent.

Pourquoi ? La lucidité invite à considérer que :

- *nous prenons involontairement **notre part dans la reproduction sociale** et dans les processus de **formatage** qui fonctionnent depuis Jules Ferry*
- *le besoin d'inventer une alternative éducative s'est manifesté d'une manière de plus en plus précise à la suite de divers événements historiques.*
- *les alternatives qui ont pu se concrétiser (dans l'enseignement public) ont été ou sont encore tolérées parce qu'elles sont en nombre dérisoire et de ce fait ne peuvent contrarier le projet politique dominant.*
- *nous vivons aujourd'hui une régression, de nature thatchérienne (TINA : il n'y a pas d'alternative), face à laquelle la prétendue « liberté pédagogique » se réduit et la « résistance » est difficilement imaginable*

Plus précisément :

Reproduction

sociale. L'analyse de Bourdieu et Passeron se trouve de nouveau confirmée par les sociologues et divers économistes. Leur constat est rendu public : l'accroissement de l'inégalité scolaire accompagne fidèlement celui de l'inégalité sociale. Le CNET en a révélé, fin octobre, le caractère scandaleux et, implicitement le côté dérisoire de la mesure de dédoublement des CP (dans certaines REP).

Formatage. il

est possible d'en faire brièvement l'histoire et d'évoquer les tentatives de s'y opposer

Au XIXe siècle et au début du XXe, il fallait « *clôre l'ère des révolutions* » et éviter « (...) *que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871* ». (discours du 23 avril 1879).

L'école instituée par Jules Ferry avait aussi pour mission de préparer les enfants du peuple, à se discipliner et à acquérir un minimum de savoirs pour travailler à l'usine (les autres allaient au lycée et étudiaient le latin, le grec...). Partout en France, la journée devait commencer par la leçon de morale qui édifiait le respect de la famille, des institutions et de la propriété, et aidée, par l'enseignement de l'Histoire conçue comme « roman national », formait des patriotes, prêts au « sacrifice suprême ». Les enfants apprenaient les chants martiaux « Mourir pour la Patrie ». Grande Guerre : 10 millions de morts. Première victime, un contestataire, Jaurès, assassiné 3 jours avant la déclaration de guerre.

- Jean Jaurès était conscient du danger de ce conditionnement quand il proposait dès 1886, que « *la commune...puisse instituer des écoles d'expériences, où des programmes nouveaux, que des méthodes nouvelles puissent être essayées ou des doctrines plus hardies puissent se produire* »

Après la « grande » guerre, il fallait reconstruire, poursuivre et accélérer la modernisation. Le **formatage** reprend sans vergogne. Les enfants apprennent à vénérer les « artisans de la Victoire » (les maréchaux). En septembre 1939 les enfants dont j'étais, regardent fièrement la grande carte murale qui révèle (en rose) l'ampleur de l'Empire français et répètent après Paul Reynaud « *nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts* ». Après, ils devront chanter pendant 4 ans « *Maréchal, nous voilà* ».

- De nombreux « poilus » étaient sortis des tranchées en jurant « *plus jamais ça !* ».

« [Célestin](#)

[Freinet](#) et [Gustave](#)

[Monod](#), gravement blessés, ont pris conscience de la nécessité d'une éducation qui s'adresse à tous dans un autre état d'esprit (...) Pour Freinet, il s'agit de mettre en place une école du peuple, égalitaire et coopérative » (Wikipedia). Intolérable. Freinet devra quitter l'Enseignement Public... Pendant cet après-guerre, les idées dites d'éducation nouvelle, également portées par l'École Emancipée, restent très minoritaires et n'affectent pas le processus de reproduction.

- Après la deuxième guerre mondiale, il fallait aussi reconstruire, de nouveau on se disait « *plus jamais ça !* », ce qui concernait la guerre mais aussi le fascisme. Le rôle de l'éducation est cette fois envisagé sérieusement. Le Conseil National de la Résistance donne naissance en 1946 au Plan Langevin Wallon. Les « classes nouvelles » sont expérimentées... et fermées en 1952 « sous prétexte d'étendre leurs méthodes à toutes les classes » ! Entre temps les communistes ont dû quitter le gouvernement. Début de « la guerre froide ».

Le formatage

repart de plus bel. L'individualisme, « valeur » du « monde libre », est dopé par l'essor de la consommation de masse. Le « collectivisme » stalinien sert d'épouvantail. L'école note, classe, met en compétition, organise les filières, au service du libéralisme économique. Le formatage historique orchestré par De Gaulle, occulte la collaboration, le rôle de la police dans l'arrestation des juifs français, la réalité coloniale. L'Histoire reste au service du roman national. Toutefois, dans le contexte favorisant des « trente glorieuses », le corset culturel commence à craquer, le système scolaire, ses discriminations, ses inégalités, deviennent

insupportables.

- L'inspecteur Robert Gloton, président du Groupe Français d'Education Nouvelle (GFEN), initie au début des années 60 les « écoles expérimentales du XXème ». Roger Gal (un des équipiers du plan Langevin Wallon) directeur de l'IPN s'y intéresse. L'idée « d'ouverture de l'école » apparaît moyen efficace de lutte contre ces inégalités, met en question le carcan institutionnel et anticipe le bouillonnement pédagogique provoqué

par Mai 68.

Peu après, des municipalités, notamment celles de Saint-Fons, puis de Grenoble en 72 , entreprennent des innovations permettant « l'ouverture » de l'école, avec le soutien de la Recherche.

- En 1982, Alain Savary (Ministre de l'Education) permet l'ouverture des lycées autogérés de St-Nazaire , de Paris, du CLE (collège lycée, école Freinet) d'Hérouville St-Clair...

1983, cette brève période innovatrice subit, comme l'économie, le diktat TINA (there is no alternative) inauguré par Reagan et Thatcher et toujours dominant.

Il faut attendre 2002 pour connaître une nouvelle innovation notable. L'ouverture du Collège Clithène à Bordeaux fait événement !

En 2018, le mouvement Freinet compte lui-même une trentaine d'écoles affirmant leur appartenance !

Ce dénombrement, presque complet, des établissements plus ou moins en rupture avec le système dominant permet de dire que le nombre d'enseignants évitant de participer à la reproduction sociale et au formatage institutionnel, d'une manière significative, est **dérisoire**. Les autres font ce qu'ils peuvent pour **ne pas être complices** dans des contextes souvent difficiles.

On peut oser dire ça : depuis Jules Ferry, il n'a jamais été possible de changer le système...

Aujourd'hui, avec Blanquer et Macron, les deux caractéristiques du système s'aggravent :

Reproduction.

Le système qui se disait encore éducatif se transforme en entreprise. Les élèves sont des produits dont on va mesurer systématiquement la conformité avec référence aux « sciences cognitives ». La hiérarchie archaïque va laisser place au management. Une commission travaille sur une nouvelle structure : le principal du collège aurait pour adjoints les directeurs d'école, eux même recrutés sur concours et régissant à la fois maternelle et école élémentaire. Etablissements évalués, mise en concurrence. La maternelle qui

était encore le temple de l'**éducation**, où les enseignant-e-s pouvaient agir en ayant le sentiment (pas la certitude !) de ne pas formater est maintenant soumise aux obligations de résultats.

Formatage.

Retour aux « valeurs » du passé, autorité, syllabique, dictée quotidienne, progression codifiée (y compris pour les paroles de la Marseillaise !). On hésite encore sur l'uniforme par peur du ridicule, mais le salut au drapeau n'est pas exclu. Le « roman national » apparaît de nouveau indispensable pour reconstruire le sentiment patriotique. Le dédoublement d'une toute petite minorité de CP est présenté comme une réforme majeure. Le tout pour assurer « l'égalité des chances » puisque la formule ne fait plus rire.

Il y a lieu de penser que le système va être verrouillé et qu'il ne sera même plus possible de trouver des failles, des marges, des « libertés pédagogiques », pour tenter autre chose. Alors...

Peut-on imaginer une « **résistance** » ?

L'immobilisme du corps enseignant et l'impuissance syndicale peut en faire douter. Combien de militants pédagogiques sont prêts à prendre le risque d'une « désobéissance civique » ?

En revanche, prenant appui sur les menaces qui pèsent sur l'humanité, **une attitude offensive** est susceptible d'être comprise par l'opinion, capable de comprendre que « *ce sont nos enfants et nos petits- enfants qui vont subir les premières manifestations graves de cette catastrophe(...), ils n'échappent pas au sentiment diffus d'une menace* » (...) *il serait préférable de leur proposer d'être, à leur niveau, **acteurs** dans cette mobilisation* ».

Il s'agirait de montrer que le système éducatif est incapable de prendre de se transformer radicalement pour préparer les enfants à faire face à l'avenir qui les attend, et de promouvoir une alternative :

• II / UN **PLAN B POUR L'ÉDUCATION**

La période est opportune. Les scientifiques sont chaque jour plus nombreux à braver l'accusation de catastrophisme, maintenant que les événements prévisibles se manifestent sur un rythme accéléré et

sont partout rendus visibles par l'image. Ils osent nous avertir que l'avenir de l'humanité est en jeu.

De plus, dans de nombreux domaines de la vie sociale, économique, culturelle, politique des militants envisagent, dans leur champ de compétence, les modalités d'un « changement de paradigme » et entreprennent son expérimentation.

Les militants de l'éducation (les associations, pédagogiques, d'Education Populaire) certains chercheurs, universitaires, philosophes, personnalités politiques etc., pourraient à leur tour **décrire les grandes lignes de l'alternative, du PLAN B, concernant le secteur éducation.**

Il faudrait sans tarder entreprendre ce travail, nullement prématuré si l'on considère les accélérations que connaît la prise de conscience du danger. En témoignent l'IPSOS et l'IFOP (14 novembre) *« depuis l'été l'enjeu écologique remonte vite et fort dans les préoccupations quotidiennes », « chez les moins de 35 ans, les CSP+ et ceux qui vivent dans les centres urbains, c'est net et ça continue de monter. Pour ceux-là, c'est devenu un enjeu prioritaire et c'est nouveau »*(...) *les Français avaient le sentiment d'avoir encore quelques années devant eux. »*.

Il est vain de répéter que nous avons la solution qui permet aux enfants d'apprendre en coopérant tout en sachant que le système ne retient que le vocabulaire de cette solution. Les qualités que cette pédagogie développe ne prennent toute leur importance que si elles sont mises au service **d'un autre projet de société** (c'était précisément l'idée de Célestin Freinet, celle de Langevin et Wallon) et c'est sur ce thème que devrait porter l'attitude offensive, avec d'autant plus de chances d'être entendue que « l'avenir de l'humanité » est maintenant mis en question... **et que ce sont nos enfants qui vont devoir faire face à cet avenir.**

Il est donc temps pour les mouvements pédagogiques, les associations d'Education Populaire et de nombreux syndicalistes placent dans **cette nouvelle perspective** et avec un sentiment d'**urgence**, les questions qu'ils se posaient en 2010 : *«Quelle place et quels moyens veut-on donner à l'éducation dans notre pays et en Europe ? Quel citoyen veut-on préparer ? Quelle capacité à vivre*

ensemble dans une société solidaire et plus juste voulons-nous forger ? Quelles connaissances, quels savoirs, quelles compétences et quelles qualifications seront indispensables aux jeunes pour cela ? Quelle place auront-ils dans la construction de leur propre avenir ? » (Appel de Bobigny).

- **III/**

- « **MA** » **CONTRIBUTION**

Cet **Etat des**

lieux et cette proposition de **Plan B pour l'Education**

expriment un certain nombre d'idées qui fermentent inévitablement dans chacune de ces associations. MON espoir : qu'ils servent de catalyseur. Il suffirait alors que tel ou telle destinataire qui y exercent des responsabilités, prenne l'initiative de proposer une première rencontre.

MA contribution se

limitera ci-après, à reprendre et développer un certain nombre d'idées et de propositions mises en circulation depuis 2009 (« AVANT QU'IL SOIT TROP TARD »). Elles sont issues d'une très longue expérience... et de l'intelligence collective

.

CONTRIBUTION

1 / PREMIERS

OBJECTIFS PEDAGOGIQUES.

Un Manifeste (2016),

(1) un Appel (2018), (2), se reconnaissent dans les travaux du sociologue et philosophe EDGAR MORIN qui évoque :

*«... la nécessité d'une pensée apte à relever **le défi de la complexité du réel**, c'est-à-dire de saisir les liaisons, interactions et implications mutuelles »*

et qui précise : « **Notre école doit**

devenir une école de la construction de l'identité planétaire et des valeurs de solidarité et d'équité universelles. Elle doit devenir une école de la compréhension des grands enjeux sociaux, économiques et environnementaux, en même temps qu'une école de l'engagement local, de la participation et de la renaissance de la

démocratie authentique. Une école de la transformation des relations sociales, du dialogue interculturel et de la valorisation des différences ».

« Ceci implique **une approche systémique**, véritable révolution dans la manière de penser le monde et de se penser dans le monde. Il faut apprendre à relier les éléments entre eux, montrer à quel point l'être humain est inscrit dans un ensemble et à quel point, chaque fois qu'il agit sur un des éléments, cela retentit sur la totalité. Il s'agit de permettre aux individus de comprendre comment fonctionne le vaste monde dans lequel ils se trouvent; il s'agit de leur montrer comment, de fait et quoi qu'ils en pensent, ils disposent d'un pouvoir bien réel d'agir sur le monde et cela, tant au niveau local qu'au niveau national ou planétaire ».

Il resterait à

décliner chaque concept évoqué, dans un langage et une forme accessibles au plus grand nombre, notamment aux parents, et d'une manière technique et concrète pour les professionnels et militants appelés à les mettre en application.

2 /

ENSEIGNEMENTS DE L'EXPERIMENTATION

Certaines

expérimentations s'inscrivent, plus ou moins explicitement, dans la perspective d'une alternative. Les mouvements pédagogiques pourraient en faire l'inventaire, on peut penser aux établissements « autogérés », Auto-Ecole... et espérer la contribution des associations d'Education Populaire, celle des municipalités innovantes...

Une expérimentation

ambitieuse et de longue durée (30 ans) a eu lieu à Grenoble(3). Elle mérite examen du fait qu'elle a débouché sur un concept alternatif : **LA SOCIETE EDUCATRICE**. Il est possible de retenir des idées et des pratiques qui y ont été mises en œuvre ces :

8 sujets de réflexion :

- 1/ démocratie participative pour discuter le projet initial (« ouverture de l'école » et mise en synergies des différents services

existant dans un quartier) et pour examiner les conditions de sa mise en œuvre. Un projet de charte a été rédigé définissant les grandes lignes de la recherche-action dans laquelle les candidats se considèrent (morale) engagés. Elle devrait s'imposer lors de l'élaboration du **PLAN B**

- 2/ouverture

de l'école. Elle s'opère sur le quartier, sur l'environnement dans tous les sens du terme. L'école ne peut être un « sanctuaire » à l'abri du monde alors que les enfants en perçoivent ses réalités. Quand celles-ci se manifestent, elles sont examinées et peuvent justifier des actions pour les transformer.

Le **PLAN B**

implique nécessairement l'ouverture ainsi conçue.

Dans le texte précédent, on voit que cette idée d'ouverture est partagée dès le XIXe siècle par les pédagogues progressistes et par le mouvement ouvrier. Elle a (un peu) pénétré l'opinion publique grâce à Célestin Freinet et les militants de l'ICEM. Les écoles expérimentales créées par Robert Gloton (président du GFEN) ont été également fondées dans cet esprit.

- 3/ Processus émancipateur

Il porte notamment sur la transformation des statuts.

Statut de l'enfant. Les relations adultes enfants sont basées sur le respect mutuel. Les enfants sont des personnes pensantes capables de coopérer. Leurs opinions sont accueillies et collectivement discutées. Les contraintes explicitées et la responsabilisation conditionne les libertés reconnues. Le **PLAN B** reconnaît nécessairement ce changement de statut puisqu'il cherche à impliquer les enfants dans diverses actions d'intérêt commun.

Statut des professionnels. Dans les crèches, écoles et collèges, quel que soit le niveau de responsabilité, le statut des adultes est transformé du fait qu'ils poursuivent un objectif commun, que le travail en équipe est la règle. Les temps de concertation dans l'équipe et inter équipes, sans et avec intervenants extérieurs, sont au service de la recherche-action

commune et ils produisent de l'intelligence collective. Cette organisation suppose une part de militantisme. Le **PLAN B** en exigera beaucoup...

- 4/ Rupture
avec la division du travail scolaire.

Généralisation des cycles d'apprentissages (25 ans avant leur adoption officielle ...et formelle). Evolution progressive vers les classe multi-âges. Participation de tous à des projets collectifs symbolisés par celui de « Vivre à l'Ecole en Citoyens » (4) utilisant toutes les pratiques de la démocratie participative, les conseils d'enfants, les informations diffusées par la radio quotidienne et discutées dans chaque classe, le journal d'opinion diffusé dans les familles et le quartier.

Le statut de l'enfant en sort transformé aux yeux des parents, de l'opinion.

Au collège travail en équipe, transdisciplinarité, tutorat, réorganisation en mini-collèges de 100 élèves suivis par une équipe cohérente de professeurs (travail en équipe, relative autogestion de l'établissement, etc.)

- 5/ Pédagogie

« L'ouverture », les informations et leurs prolongements disciplinaires, la **pédagogie du projet**, conduisant à découvrir la complexité du monde et éventuellement à y intervenir, contribuent à la formation de la pensée systémique (cf Edgar Morin), un des objectifs susceptibles de permettre aux enfants de faire face au monde de demain.

- 6/ La
coéducation.

C'est un élément majeur d'une **Société Educatrice** et du processus émancipateur.

Le statut des parents est ainsi lui aussi transformé, du fait qu'ils sont considérés par les professionnels comme des coéducateurs majeurs. La construction de ce statut a fait elle aussi

l'objet d'une recherche-action. Les assemblées générales ont vite souligné le risque d'une confiscation de la parole par les classes éduquées. Les rencontres individuelles périodiques approfondies ont été instituées sur le temps de travail. Dans la perspective de la Société Educatrice, les réunions « Tupperware » organisées par un syndicat familial (CSF) ont permis des échanges en petits groupes de parents se sont révélés comme un instrument efficace d'Education Populaire.

La coéducation est étendue, en diverses circonstances, à différents personnels municipaux qui intègrent dans leur service un temps à consacrer aux enquêtes des enfants nécessités par leurs projets. Des architectes municipaux installent leur atelier et leurs maquettes dans une école et font participer les enfants à la conception des transformations de l'espace extérieur leur servant de lieu de jeu et de récréation.

Cette implication de travailleurs dans l'éducation des enfants préfigure le rôle qu'ils auraient à jouer dans la perspective d'une **Société Educatrice** remettant en question la division du travail.

La coopération nécessaire pour réaliser le **PLAN B** implique toutes ces transformations du statut des personnes sans tous les champs d'activité.

- 7/ Rôle de la recherche pédagogique et des Sciences de l'Education

Ces institutions (INRDP à l'époque) ont, dans la mesure de leurs moyens, suivi et soutenu l'expérience, contribué à la théorisation des pratiques, établi une synergie avec les autres innovations, procédé à des évaluations et des recherches pointues, aidé à l'ouverture des premières BCD (bibliothèques centres documentaires) en libre accès, à une « politique de lecture » ambitieuse impliquant les parents.

Une autre expérimentation qui opère dans la durée et qui partage la plupart des caractéristiques ci-dessus évoquées, ouvre une piste supplémentaire. Si l'on entend « relever **le défi de la complexité du réel**, c'est-à-dire de saisir les liaisons, interactions et implications mutuelles » par une « **approche systémique**, véritable révolution dans la manière de penser le monde et de se penser dans le monde », si l'on pratique la pédagogie du projet comme base des apprentissages, il est légitime de vouloir en évaluer les effets. La pratique du « **chef-d'œuvre**

pédagogique » répond à ce besoin. (5) Chaque enfant doit, à la fin des apprentissages premiers, montrer par un exposé traitant un sujet de son choix, en montre sa complexité, les nombreuses interactions en jeu, les références historiques, géographiques, scientifiques, en utilisant les techniques informatiques, devant une assemblée d'adultes et d'enfants, avec le sentiment, non pas de passer un examen mais de devoir intéresser voire instruire l'assistance.

Cette pratique initie celles qui seront utilisées dans la suite de ses études, rédaction d'un mémoire, thèse etc... et donc développe les compétences requises pour faire des « études supérieures ».

- 8/ Le rôle déterminant du contexte

L'expérimentation concernant les 7 points précédents a pris naissance dans la période appelée improprement les « trente glorieuses ».

Les motivations socio- politiques de ses concepteurs étaient portées par **l'idée de progrès**, et il était dans le pouvoir de la municipalité de transformer le cadre de vie (habitat) et la qualité des relations sociales.

Il s'agit aujourd'hui de faire face à un péril extrême... dans lequel ce projet éducatif est plus que jamais pertinent. Il ne relève plus de l'expérimentation mais constitue une part des mesures d'urgence à prendre. Part non encore évidente car tout naturellement « on pare au plus pressé », mais part essentielle **car ce sont les enfants d'aujourd'hui qui vont subir les conséquences des erreurs passées et qui vont devoir inventer en permanence les solutions auxquelles nous ne pouvons penser aujourd'hui.**

A l'époque, les concepteurs, reliés par des luttes et des conceptions communes (anticolonialisme et autogestion), travaillaient à la naissance d'une alternative en rupture avec le système politique dominant dans la perspective du progrès humain.

3 / HYPOTHESES A EXPLORER

Les enseignements d'expérimentation sont ancrés dans une réalité vécue. Ils peuvent être discutés et pris en compte, mais il faut aussi, pour lever certains blocages, certaines contradictions, imaginer les modalités de leur transposition à l'échelle nationale. Notamment :

Décentralisation

Le **PLAN B** ne peut être imposé. Il doit rechercher une large mobilisation et rendre possible son appropriation en pratiquant la « démocratie participative ». A cet effet :

- On peut imaginer qu'un pouvoir faisant enfin face à ses responsabilités et conscient que le changement de paradigme **ne peut se décréter**, propose à toutes les villes qui y sont prêtes des grands thèmes de recherche comme cela a pu se faire avec le concept « écoles ouvertes ». (6)

Le **PLAN B** implique la mobilisation des intelligences et des moyens disponibles pour faire face aux situations prévisibles qui menacent l'humanité. On remarquera que les situations de guerre obligent à de telles mobilisations, ainsi que les catastrophes géologiques (les exemples vont se multiplier).

Rôle de l'Etat

Comment échapper à la mainmise de l'Etat (dont on a souligné la fonction naturelle, la reproduction de l'ordre établi) ?

- On peut imaginer que la rupture avec la mainmise de l'Etat soit rendue possible par une inscription, dans la constitution, de l'Education comme **bien commun**, et/ou comme **droit** humain fondamental.
- Que l'Etat, tout en finançant le corps enseignant et sa formation, délègue

une partie de ses pouvoirs à toute collectivité locale se considérant prête à faire face aux urgences d'aujourd'hui (ex. Villes en transition) et implique les Sciences de l'Éducation et certains secteurs de la recherche dans les recherche- action entreprises et dans leur mise en réseau.

Raymond Millot 24 /11/18

1. Le manifeste « **Pour vivre ensemble à dix milliards, changeons l'éducation** » lancé avant la COP21
2. Appel « **La transition écologique doit mobiliser le système éducatif** » **octobre 2017 suivre le lien**
<https://complexitepedagogieinformationdocumentation.wordpress.com/2018/08/10/la-transition-ecologique-doit-mobiliser-le-systeme-educatif->
3. La ville de Grenoble a réalisé le vœu de Jean Jaurès « ... *lorsque la commune aura pourvu à toutes ses obligations envers l'État, lorsqu'elle aura créé le nombre d'écoles publiques exigé par celle-ci, qu'elle ait encore le droit, à ses frais, et sans sortir de la laïcité, d'instituer des écoles d'expériences où des programmes nouveaux, des méthodes nouvelles puissent être essayés, où des doctrines plus hardies puissent se produire.* »

Elle a initié un projet social, éducatif et culturel ambitieux qui a duré 30 ans, de 1972 à 2002, à la Villeneuve, quartier de l'Arlequin.

Ce projet général supposait le maintien attentif de la **mixité sociale** mais un nouveau maire, Alain Carignon, l'a mise à mal. Le quartier s'est banalisé et par la suite, a défrayé la chronique des faits divers, comme tous les grands ensembles. C'est l'engagement des équipes et des habitants qui a permis de résister longtemps à la volonté administrative normalisatrice. Un seul Inspecteur d'Académie, M. Jean-Marie Laureau, a exprimé ses encouragements dans la préface de la brochure « **Apprendre autrement dans les écoles de la Villeneuve** »(1988).

Il faut saluer les concepteurs : Jean Verlhac, Bernard Gilman, François Hollard, Jean Bron... tous militants du PSU.

4. « **Vivre**

à l'école en citoyens » (1997) éditions Voies Livres,
Récit

5. : **Du chef-d'œuvre pédagogique à la pédagogie du chef-d'œuvre.**
Ed. Chronique Sociale

6. Des acteurs
et chercheurs, impliqués dans l'expérimentation évoquée, ont
avancé, à l'occasion de trois élections présidentielles la
proposition de **multiplier les recherches** d'une manière
systématique pour que les « innovations » (ou
révolutions) entreprises deviennent significatives et contribuent
aux évolutions indispensables. Ces propositions ne pouvaient être
retenues car elles remettaient implicitement en question la mainmise
de l'Etat et sa philosophie centralisatrice.

Complément bibliographie :

Une voie communautaire (Casterman) - **Ecoles en rupture**
(Syros)

Ecole ouverte/ recherche-action /Société Educatrice (AFL)